

un autre aima mieux périr avec son navire et son équipage que de se rendre. Un troisième lui abandonna le sien, qui faisait eau de tous côtés, et se sauva dans sa chaloupe. Ce fut à ces minces succès que se bornèrent les espérances qu'on avait conçues d'une expédition annoncée avec le plus grand éclat, exécutée avec une dépense énorme. Durant cette campagne même les corsaires portèrent de plus rudes coups sur les côtes de Provence qu'on ne leur en faisait éprouver ailleurs.

Cependant ce n'était rien ou c'était peu en comparaison des brigandages exercés dans les parages ou sur le continent d'Espagne. Hors d'état d'arrêter ces calamités, elle voulut associer la cour de Londres à sa haine et à sa vengeance. Jacques I<sup>er</sup> y était naturellement très-disposé; mais il trouva dans son conseil une résistance qu'il ne put vaincre. Ses ministres prétendirent qu'une guerre qui intéressait également les nations commerçantes, devait être faite à frais communs, et avec les forces réunies de toutes. A la fin on céda aux désirs du roi.

En 1620 vingt vaisseaux furent expédiés de Portsmouth. Robert Mansel, qui les commandait, assura à son retour que ses chaloupes avaient mis le feu à la plupart des bâtimens qui se trouvaient dans le port d'Alger, et qu'il aurait brûlé avec ses vaisseaux ce qui avait pu échapper au premier incendie, si les vents ne lui eussent été

opiniâtrément contraires. Cette relation fut regardée généralement comme fabuleuse. On prétendit que l'amiral avait passé dans de bonnes rades presque tout le temps de l'expédition, et que par son indolence ou par son incapacité il avait laissé prendre plus de quarante navires de son pays richement chargés. Il fut même accusé d'avoir vendu aux corsaires les poudres destinées à leur destruction.

Quelle des deux relations qui fût la vraie, les rades et les côtes d'Alger ne furent de longtemps insultées. Les nations spécialement intéressées à l'extinction de la piraterie se contentèrent d'armer des vaisseaux isolés, tout au plus de faibles escadres pour protéger la fortune, la liberté, la vie de leurs sujets les plus hardis. Ces impuissans moyens réussissaient quelquefois. Avec de l'intelligence, de l'audace, de l'opiniâtreté, on coulait à fond quelques corsaires, ou, ce qui était plus rare, on s'en rendait maître. Mais comme les bénéfices que ces brigands faisaient, l'emportaient de beaucoup sur leurs pertes, leur marine, leur puissance, la terreur qu'ils inspiroient, acquéraient tous les jours de nouvelles forces. Ils en abusaient au point de poursuivre jusque dans les ports du grand-seigneur les amis du croissant qui avaient espéré y trouver asile.

La France ne s'était pas écartée du système généralement suivi, lorsqu'en 1664 elle pensa

qu'un établissement solide sur le continent d'Alger en contiendrait plus sûrement les habitans que les armemens momentanés ou même durables dirigés contre eux. Le duc de Beaufort fut chargé de prendre le mauvais fort de Gigeri, situé dans une position heureuse, et d'en construire un beaucoup meilleur à la place. Mais les ouvrages étaient à peine sortis de terre qu'il fallut les abandonner avec perte de l'artillerie et de quatre ou cinq cents hommes.

Sept ans après Édouard Spragge partit d'Angleterre avec ordre de châtier les Algériens pour leurs anciens brigandages, et de les mettre, autant qu'il se pourrait, hors d'état d'en commettre de nouveaux. On se rendit d'abord devant leur capitale. N'y voyant autre chose à faire qu'à masquer le port, l'amiral y laissa la plus grande partie de sa flotte, et avec six frégates et trois brûlots il se rendit à Bugie, où se tenaient alors les forces de la république. Quoique privé par les vents ou les courans de deux des brûlots qui le suivaient, il ne changea rien au plan qu'il avait formé. La chaîne qui fermait l'entrée du port fut rompue. Tous les bâtimens grands et petits furent forcés de s'échouer. Neuf des meilleurs vaisseaux furent brûlés, et trois fort grands pris sous le canon même de la forteresse. Cette action ne coûta aux assaillans ni un matelot ni le moindre agrès. A peine les Anglais avaient regagné leurs rades qu'ils furent remplacés par les Hollandais. Ces

derniers ne tentèrent pas, il est vrai, des descentes, ne brûlèrent ni arsenaux ni ateliers; mais ils prirent les mesures les plus sages pour empêcher que leurs bâtimens de commerce et par conséquent ceux des autres nations ne tombassent dans les mains des Algériens. Ces croisières étaient établies et dirigées par Ruyter, c'est-à-dire par le plus grand homme de mer qu'ait eu le globe.

Aux flottes expérimentées des Provinces-Unies succédèrent les armemens particuliers d'Hocquincourt, de Tourville et du vieux Paul, qui, de l'état le plus obscur, s'était élevé aux premiers grades. Ces infatigables Français devinrent successivement ou en même temps la terreur d'Alger. Ils attaquaient partout ses bâtimens, les battaient ordinairement et les enlevaient à l'abordage, ou les coulaient souvent à fond. Mais Toulon et Marseille n'avaient pas vu plus tôt rentrer leurs intrépides défenseurs, que les corsaires redevenaient les maîtres de la Méditerranée, et remplissaient de nouveau les côtes du Languedoc et de la Provence de leurs brigandages.

A cette époque Louis XIV était au plus haut point de sa puissance. Nimègue lui avait vu depuis peu dicter impérieusement les conditions de la paix à l'Europe réunie contre lui. La moindre opposition à ses volontés de la part même des plus grands potentats, lui paraissait intolérable. Qu'on juge de l'indignation qu'il

dut ressentir en apprenant qu'une poignée de brigands dévastait deux de ses plus belles provinces, pillait ses sujets, mettait ses navigateurs à la chaîne, et bravait son ressentiment.

Duquesne fut chargé de la vengeance du plus fier des rois. On ne pouvait faire un meilleur choix. Cet amiral avait eu l'honneur de se mesurer deux fois dans la mer de Sicile avec Ruyter, et n'était pas sorti sans gloire de cette effrayante lutte. Il lui était ordonné de se porter devant le repaire des pirates qu'on voulait châtier, et de le réduire en cendres s'il était possible. Renaud venait d'inventer les galiotes à bombes. Le premier essai de cet art nouveau fut fait contre Alger dans les mois d'août et de septembre 1682. L'effet en fut étonnant, et aurait été vraisemblablement décisif si les orages qui se succédaient sans interruption n'eussent réduit Duquesne à quitter une rade où le séjour le moins prolongé eût fait infailliblement périr les forces à ses ordres.

Cette retraite forcée redonna aux Algériens la liberté de leurs mouvemens; ceux de leurs vaisseaux qui n'avaient pas été brûlés ou trop endommagés furent envoyés sur les côtes de la France, pour y causer autant et plus de dommages qu'ils ne venaient d'en recevoir. Les vents et les temps contraires ne les empêchèrent pas d'en intercepter la navigation, d'y faire quelque butin dans les endroits où les descentes étaient

praticables, et d'en emmener un assez grand nombre de captifs. Ces déprédations, ces insultes inattendues étonnèrent et révoltèrent la cour de Versailles. Elle fit préparer durant l'hiver à Toulon autant ou plus de navires et de galiotes qu'il n'en était parti l'année précédente. Duquesne en eut encore le commandement. Il mit à la voile au milieu de mai 1683; avec la résolution d'exterminer les hommes féroces qu'on n'avait pu dompter.

Le nouveau bombardement fut infiniment plus terrible que le premier; en moins de deux mois la ville basse, la moitié de la haute, les casernes, les forts, les mosquées, les arsenaux, les navires, tout offrait l'image d'une destruction entière. Pour comble d'horreur, les maisons particulières étaient remplies de cadavres; les rues étaient inondées du sang des soldats et des citoyens. Ce spectacle, qui allait devenir plus affreux encore, détermina Hassan à demander la paix; il offrit de renvoyer sans rançon les esclaves français, tous ceux même qui, de quelque nation qu'ils fussent, avaient été pris sous leur pavillon. C'était beaucoup à son gré; mais on exigea la restitution complète des bâtimens enlevés et des marchandises qu'on y avait trouvées. Ce point, quelque délicat, quelque embarrassant, quelque ruineux qu'il fût, allait être accordé lorsque Mezzo-Morto, le plus redoutable et le plus audacieux corsaire de la

république, souleva la milice, fit massacrer le dey, occupa la place devenue vacante par ses intrigues, rompit la négociation, et recommença les hostilités. Dans sa rage, il saisit le consul des assaillans, le mit dans un mortier, et le tira comme une bombe; d'autres malheureux du pays de cet infortuné furent placés à la bouche du canon, et leurs membres déchirés portés jusque sur les bâtimens destinés à leur délivrance. Cette inhumanité, la plus grande peut-être dont les annales du monde aient conservé le souvenir, fut punie par des destructions qui surpassaient tout ce qu'on avait vu jusqu'à cette époque. Vraisemblablement l'amiral n'aurait pas laissé pierre sur pierre, si la saison lui eût permis de rester plus long-temps dans sa position sans exposer sa flotte à un naufrage inévitable.

Mais en se retirant cet homme prévoyant laissa dans la baie ceux de ses vaisseaux qui pouvaient tenir la mer pendant l'hiver; leur destination était de bloquer le port, d'empêcher qu'il n'y entrât des munitions de guerre, de détruire le petit nombre de bâtimens qui pourraient essayer d'en sortir. Cette précaution eut les suites que la cour de France désirait, et qu'elle avait vraisemblablement prévues. Le dey, persuadé qu'il aurait encore à soutenir, au printemps suivant, les attaques de cette couronne, prit le parti de s'humilier, de demander pardon, et de solliciter la fin des hostilités.

Louis XIV se montra moins inexorable que l'Europe ne l'avait cru. La paix se fit à des conditions modérées, qui depuis ont été observées avec quelques légères infractions.

Après la dépense énorme qu'elle venait de faire, après les pertes immenses qu'elle venait d'essuyer, la république se trouva dans un épuisement total; les secours que le grand-seigneur lui accorda, lorsqu'il ne craignit plus d'offenser son plus ancien ami, furent considérables sans être suffisans pour la rétablir: l'état de faiblesse où elle devait être nécessairement long-temps réduite, la décida à s'accommoder avec l'Angleterre, avec la Hollande et successivement avec d'autres nations plus ou moins commerçantes. De toutes les grandes puissances, l'Espagne fut la seule qui ne put jamais obtenir un arrangement.

La mer ne fut pas même le seul élément où les Algériens combattirent cette nation; de tout temps ils l'avaient vue avec chagrin en possession, sur leurs propres côtes, d'Oran et d'un excellent port qui n'en est éloigné que de cinq milles. Dès 1560, Hassan, fils de Khair-Eddin, résolut de joindre les deux places à l'état qu'il gouvernait comme lieutenant du grand-seigneur. Pour y réussir, il rassembla de grandes forces de terre et de mer, et les porta avec la célérité qui lui était propre sous les murs du port de Mazalquivir.

La forteresse fut vivement attaquée par le pacha, et vaillamment défendue par le commandant espagnol; il y eut bientôt des brèches assez grandes pour que plusieurs hommes y pussent passer de front; les étendards furent plantés plusieurs fois sur les murailles, et plusieurs fois en furent arrachés; les ouvrages étaient détruits, et on allait enfin capituler lorsque Doria, avec une des plus belles flottes qu'on eût vues dans la Méditerranée, fit lever le siège. Ce succès conserva à la cour de Madrid la place qu'on assiégeait, et vraisemblablement aussi Oran, dont après un premier succès on devait commencer l'attaque.

Le projet de réduire les deux établissemens fut repris en 1708: tout alors le secondait; un prince français était monté sur le trône d'Espagne. La plus grande partie de l'Europe, alarmée de voir la maison de Bourbon, déjà si puissante, s'agrandir encore, lui avait donné un rival. Les peuples, se rendant les arbitres de leur sort, s'étaient partagés entre les deux concurrens. C'était en même temps une guerre civile et une guerre étrangère; des haines implacables divisaient les deux partis.

Cependant Philippe n'eut pas été plus tôt instruit du danger où se trouvaient les possessions espagnoles en Afrique que, malgré la détresse de sa position, il parvint à réunir ce qu'il fallait de galères, de troupes, de munitions et d'argent

pour faire face à l'ennemi: malheureusement le soin de conduire les secours fut confié au comte de la Vera-Cruz, qui, par une des plus lâches trahisons dont l'histoire ait conservé le souvenir, alla livrer à l'archiduc Charles les forces destinées à préserver Oran et son port du joug des infidèles.

Ces brigands n'eurent pas plus tôt sous leur loi des forteresses qui avaient si souvent gêné leurs opérations qu'ils en réparèrent les anciens ouvrages, et en élevèrent de nouveaux. On y plaça une artillerie redoutable, d'innombrables approvisionnemens de tous les genres, une garnison nombreuse et aguerrie; l'emploi de ces grands moyens fut déferé à un des premiers personnages de la république. Ces précautions n'empêchèrent pas que la citadelle ne rentrât dans des possessions anciennes, que les infidélités d'un traître lui avaient fait perdre.

Exposée par sa position à des brigandages qui se renouvelaient tous les jours, la cour de Madrid reprit en 1755 le projet de destruction ou de conquête qui lui avait si peu réussi deux ou trois siècles auparavant. On tenta une nouvelle descente, qui fut mal conçue, mal exécutée, mal soutenue, et pour toutes ces raisons malheureuse et très-destructive; l'honneur national était blessé, et il lui fallait une réparation. Plusieurs des vaisseaux qui avaient si long-temps et si inutilement bloqué Gibraltar, tournèrent

leurs voiles en 1783 et 1784 vers Alger, et ne furent pas plus heureux contre les pirates qu'ils ne l'avaient été contre les Anglais; dans leurs dernières expéditions, ils furent même obligés d'abandonner à un ennemi fier et irrité leurs ancres et leurs câbles; si depuis les deux gouvernemens se sont rapprochés, c'est que le dey a cru devoir sacrifier les avantages toujours incertains de la piraterie à huit ou neuf millions de livres que lui offrait l'Espagne.

Là s'arrêtent les guerres qu'Alger a eu à soutenir contre les puissances commerçantes et maritimes de l'Europe (1). Son inquiétude, son ambition, l'opinion de ses forces l'auraient porté à s'agrandir aux dépens de ses seuls voisins, Maroc et Tunis; mais des considérations politiques l'ont toujours arrêté; il a craint avec raison que ses sujets maures et arabes, mécontents du joug de fer qu'on leur imposait, ne brisassent leurs chaînes et ne se joignissent aux Maures et aux Arabes, dont on aurait cherché l'asservissement. Aussi la république a-t-elle constamment terminé à l'amiable les différens que son caractère lui aurait fait souhaiter de décider par la voie des armes; ce ne fut qu'au

(1) Voyez dans le *supplément à la Barbarie en général* les détails de l'expédition de lord Exmouth contre Alger en 1816.

commencement du dix-huitième siècle qu'elle se vit forcée de s'écarter de ses principes.

Muley-Ismaël régnait à Maroc; les succès assez suivis qu'il avait eus durant trente ans dans les guerres qu'il avait suscitées, ou qu'il avait été obligé de soutenir, lui avaient donné une idée exagérée de ses talens militaires; il parlait légèrement des Algériens, et ne craignait pas d'annoncer publiquement qu'il ne tarderait pas à faire une irruption sur leur territoire. Le dey Cha-Aban fut offensé de ces insultes, de ces menaces; et à la tête de six mille fantassins turcs, de quatre mille cavaliers maures, se porta rapidement sur soixante mille hommes destinés à le combattre. La bataille s'engagea vers les frontières des deux états; l'avant-garde de l'armée la plus nombreuse fut détruite, et le reste prit la fuite: Muley-Ismaël, n'espérant plus rien de ces lâches troupes, demanda la paix; pour l'obtenir il fut obligé de mettre son fils aux pieds du vainqueur, de dédommager la république des dépenses qu'elle avait faites, et de combler de présens le chef et les principaux membres du diyan.

Tunis fut plus malheureux encore, et réduit à plus d'humiliations. On se disputait, il y a un siècle, dans ce royaume le pouvoir suprême avec un acharnement proportionné à ce grand objet. Les révolutions étaient comme journalières et toujours ensanglantées. L'ambitieux qui avait

succombé se réfugiait communément à Alger, et y trouvait de la protection lorsqu'il était en état de la payer. On prenait les armes en sa faveur, et il était très-ordinaire qu'on le plaçât ou qu'on le replaçât sur le trône. La république contracta pour ainsi dire l'habitude de disposer du rang suprême. Cette influence lui donna un ton de supériorité qu'elle a su conserver, et qui a mis en quelque sorte dans sa dépendance un pays dont elle n'égalera jamais la population, la richesse et les ressources.

Alger aurait encore pris plus d'ascendant sur ses voisins si des troubles intérieurs, rarement interrompus, n'eussent affaibli sa puissance. Ses provinces sont remplies de montagnes la plupart inaccessibles, dont les habitans ont toujours voulu jouir d'une indépendance entière. Ces prétentions ont blessé le gouvernement, qui pour les anéantir a eu souvent recours aux armes. Ces petites guerres l'ont quelquefois occupé dix à douze ans de suite sans qu'il en ait retiré le moindre avantage. Si quelques-unes de ces tribus se sont soumises, d'autres sont parvenues à secouer le joug. On peut assurer qu'il y a aujourd'hui autant de peuplades qui n'appartiennent qu'à elles-mêmes qu'on en pouvait compter lorsque les Turcs s'emparèrent du royaume.

A cette époque ils formaient deux corps militaires : l'un portait le nom de janissaires, et servait sur terre ; l'autre portait le nom de levantis,

et servait sur mer. L'esprit de discorde qui les avait toujours divisés et qui continue à les diviser dans le reste de l'empire ottoman les suivit en Afrique. Rarement ils se rencontraient sans s'insulter et sans se combattre. Le public se passionnait dans ces démêlés plus ou moins sanglans ; et les agens envoyés de Constantinople favorisaient les factions, parce que, quelque oppressive que fût leur conduite, ils étaient assurés d'avoir un parti. Mohamed Pacha, moins corrompu que ses pareils, jugea que ces dissensions perdraient tôt ou tard l'état. Pour le sauver, il entreprit vers l'an 1560 de fondre les deux troupes en une seule, et contre l'opinion de tout le monde il en vint à bout. La milice dut à cet arrangement une force qu'elle n'avait jamais eue, et l'ascendant qu'elle ne tarda pas à prendre sur toutes les puissances de la Barbarie.

La république courut un danger d'un autre genre en 1626 ; et ce fut de la part des couloglis. Ce sont les enfans d'un soldat turc ou renégat avec une femme du pays. Cette postérité était reçue dans les troupes, mais toujours en petit nombre, mais toujours exclue des principales dignités de l'armée. S'il lui eût été permis de prendre un plus grand essor, on aurait craint qu'avec l'appui des Maures et des Arabes elle ne fût parvenue à s'emparer du gouvernement. Ces humiliations aigrissaient depuis long-temps les couloglis ; ils unirent leurs ressentimens contre